

AP n° 2026-APC-10-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE

SOCIÉTÉ AMCOR FLEXIBLE CAPSULES FRANCE
21 route d'Aÿ - Mareuil-sur-Aÿ - BP 14
51160 Aÿ-Champagne

Le Préfet de la Marne

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;
Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;
Vu les arrêtés préfectoraux n° 1987-A-38-IC du 26 novembre 1987 et n° 1992-A-277-IC du 6 juillet 1992 autorisant la société AMCOR à exploiter ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2001-APC-45-IC du 8 juin 2001 instaurant des prescriptions complémentaires ;
Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2021-MD-005-IC du 28 janvier 2021 demandant à l'exploitant de se mettre en conformité ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-APC-72-IC du 10 avril 2024 instaurant des prescriptions complémentaires ;
Vu les éléments transmis par l'exploitant par courrier électronique le 10 juillet 2024 et le 29 juillet 2024 ;
Vu les rapports de l'Inspection des installations classées du 1er décembre 2020, du 27 janvier 2022, du 25 janvier 2024 et du 20 novembre 2025 ;
Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 22 décembre 2025 à la connaissance de la société AMCOR ;
Vu l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

Considérant que l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-APC-72-IC du 10 avril 2024 impose à l'exploitant des prescriptions complémentaires afin de le conduire à respecter ses valeurs limites d'émissions dans ses rejets atmosphériques et à caractériser l'impact de ses rejets sur l'environnement ;

Considérant que l'exploitant a remplacé son installation de traitement des Composés Organiques Volatils (COV) par une installation neuve et mise en service en date du 28 août 2025 ;

Considérant que, suite à la mise en service de la nouvelle installation, le rapport de contrôle des rejets atmosphériques émis par un organisme agréé en date du 6 octobre 2025 ne relève pas d'écart aux valeurs limites d'émissions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2001-APC-45-IC du 8 juin 2001 ;

Considérant, par conséquent, que les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-APC-72-IC du 10 avril 2024 sont maintenant inadaptées et qu'il convient de les abroger ;

Considérant que le tableau de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2001-APC-45-IC du 8 juin 2001 n'est plus à jour ;

Considérant que l'exploitant a transmis, en date du 10 juillet 2024, un tableau de la nomenclature actualisé ;

Considérant qu'il convient d'acter cette mise à jour.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1 : Objet

L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1992-A-277-IC du 6 juillet 1992, délivré à la société AMCOR, dont le siège social est situé 1 rue de Mantes, 92700 Colombes, est complété par les dispositions du présent arrêté pour son site situé 21 route d'Aÿ à Aÿ-Champagne (51160).

Article 2 : Classement des Installations

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2001-APC-45-IC du 8 juin 2001 sont remplacées par :

RUBRIQUE	NATURE DES ACTIVITÉS	RÉGIME	VOLUME DES ACTIVITÉS
2450-B.a	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. B. Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en A. si la quantité d'encre consommée est : a) Supérieure à 400 kg/j (A)	A	7 machines d'impression par héliogravure consommation d'encre : 600 kg/jour
1978-3.a	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 3. a) Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/ an (D)	D	Consommation de solvants : 218,1 t/an
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW (DC)	DC	Atelier vin : 122 kW Atelier champagne : 333 kW Atelier emboutissage : 134,5 kW Puissance totale : 589,5 kW
2910-A.1	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :	DC	Chaudière gaz bureaux administratifs : 225 kW Chaudière gaz impression : 460 kW Chaudière préparation encre étain : 24 kW Aérotherme gaz SAV : 19,5 kW Aérotherme gaz expéditions : 2 x 76 kW Aérotherme gaz local déchets : 28

	2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)		kW Groupe moto- pompe sprinklage (fuel) : 119 kW Puissance totale : 1,0275 MW
2940-2.b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j (DC)	DC	Pulvérisation d'encre : 40 kg/j
4331.3	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC)	DC	Encres : 33 t Solvants/vernis : 17 t Déchets : 5 t Quantité totale : 55 t

A : Autorisation D : Declaration DC : Déclaration avec contrôle périodique

Article 3 : Abrogation

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-APC-72-IC du 10 avril 2024 est abrogé.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 5 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 6 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à Monsieur le Maire d'Aÿ-Champagne qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le Directeur de la société AMCOR FLEXIBLE CAPSULES FRANCE dont le siège social est situé 1 rue de Mantes - 92700 Colombes.

Monsieur le Maire d'Aÿ-Champagne procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **16 JAN, 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU

